

Louis S. Ederer  
John Maltbie  
Matthew T. Salzmann  
ARNOLD & PORTER LLP  
399 Park Avenue  
New York, NY 10022  
(212) 715-1000

*Attorneys for Plaintiffs Yves Saint Laurent Parfums S.A.  
and YSL Beauté Inc.*

**UNITED STATES DISTRICT COURT  
SOUTHERN DISTRICT OF NEW YORK**

----- X  
YVES SAINT LAURENT PARFUMS S.A. and : Civil Action No.  
YSL BEAUTÉ INC., : 07 Civ. 3214 (LBS) (HP)

Plaintiffs, :

- against - :

COSTCO WHOLESALE CORPORATION, :  
QUALITY KING DISTRIBUTORS, INC. and :  
J & H COSMETICS LTD., :

Defendants. :

----- X  
----- X  
QUALITY KING FRAGRANCE, INC., :

Third Party Plaintiff, :

- against - :

J & H COSMETICS LTD., :

Third Party Defendant. :

----- X

**EXHIBIT I**

17 Juillet 1980

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

1799

## LOIS

**LOI n° 80-538 du 16 juillet 1980 relative à la communication de documents et renseignements d'ordre économique, commercial ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères (1).**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1<sup>e</sup>. — Le titre de la loi n° 68-678 du 26 juillet 1968 relative à la communication de documents et renseignements à des autorités étrangères dans le domaine du commerce maritime est modifié ainsi qu'il suit :

« Loi relative à la communication de documents et renseignements d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères. »

Art. 2. — I. — L'article 1<sup>e</sup> de la loi n° 68-678 du 26 juillet 1968 susvisée est ainsi rédigé :

« Art. 1<sup>e</sup>. — Sous réserve des traités ou accords internationaux, il est interdit à toute personne physique de nationalité française ou résidant habituellement sur le territoire français et à tout dirigeant, représentant, agent ou préposé d'une personne morale y ayant son siège ou un établissement de communiquer par écrit, oralement ou sous toute autre forme, en quelque lieu que ce soit, à des autorités publiques étrangères, les documents ou les renseignements d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique dont la communication est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, aux intérêts économiques essentiels de la France ou à l'ordre public, précisés par l'autorité administrative en tant que de besoin. »

II. — Il est inséré, après l'article 1<sup>e</sup> de la loi n° 68-678 du 26 juillet 1968 susvisée, un article 1<sup>e</sup> bis ainsi rédigé :

« Art. 1<sup>e</sup> bis. — Sous réserve des traités ou accords internationaux et des lois et règlements en vigueur, il est interdit à toute personne de demander, de rechercher ou de communiquer, par écrit, oralement ou sous toute autre forme, des documents ou renseignements d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique tendant à la constitution de preuves en vue de procédures judiciaires ou administratives étrangères ou dans le cadre de celles-ci. »

Art. 3. — L'article 2 de la loi n° 68-678 du 26 juillet 1968 susvisée est ainsi modifié :

« Art. 2. — Les personnes visées aux articles 1<sup>e</sup> et 1<sup>e</sup> bis sont tenues d'informer sans délai le ministre compétent lorsqu'elles se trouvent saisies de toute demande concernant de telles communications. »

Loi n° 80-538 TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Sénat :

Projet de loi n° 469 (1978-1979) ;  
Rapport de M. Legrand, au nom de la commission des affaires économiques, n° 210 (1979-1980).  
Discussion et adoption le 29 mai 1980.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1771) ;  
Rapport de M. Mayoud, au nom de la commission de la production (n° 1814) ;  
Discussion et adoption le 24 juin 1980.

Sénat :

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, n° 339 (1979-1980) ;  
Rapport de M. Legrand, au nom de la commission des affaires économiques, n° 352 (1979-1980) ;  
Discussion et adoption le 30 juin 1980.

NOTA. — Les documents parlementaires indiqués dans les travaux préparatoires rappelés à la fin des textes législatifs sont vendus ou expédiés par la Direction des Journaux officiels, 26, rue Désaix, 75732 PARIS Cedex 15, au prix de 1 F l'exemplaire ; ne pas régler la commande à l'avance mais attendre d'avoir reçu la facture.

Art. 4. — L'article 3 de la loi n° 68-678 du 26 juillet 1968 susvisée est ainsi modifié :

« Art. 3. — Sans préjudice des peines plus lourdes prévues par la loi, toute infraction aux dispositions des articles 1<sup>e</sup> et 1<sup>e</sup> bis de la présente loi sera punie d'un emprisonnement de deux mois à six mois et d'une amende de 10 000 F à 120 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.  
Fait à Paris, le 16 juillet 1980.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Par le Président de la République :  
Le Premier ministre,  
RAYMOND BARRE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
ALAIN PEYREFITTE.

Le ministre des affaires étrangères,  
JEAN FRANÇOIS-PONCET.

Le ministre de l'économie,  
RENÉ MONORY.

Le ministre de l'industrie,  
ANDRÉ GIRAUD.

Le ministre des transports,  
JOËL LE THEULE.

Le ministre du commerce extérieur,  
JEAN-FRANÇOIS DENIAU.

Le ministre du commerce et de l'artisanat,  
MAURICE CHARRETIER.

**LOI n° 80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public (1).**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1<sup>e</sup>. — I. — Lorsqu'une décision juridictionnelle passée en force de chose jugée a condamné l'Etat au paiement d'une somme d'argent dont le montant est fixé par la décision elle-même, cette somme doit être ordonnancée dans un délai de quatre mois à compter de la notification de la décision de justice.

Loi n° 80-539 TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Sénat :

Projet de loi n° 273 (1976-1977) ;  
Rapport de M. Taillades, au nom de la commission des lois, n° 299 (1976-1977).  
Discussion et adoption le 26 mai 1977.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2936) ;  
Rapport de M. Gerbet, au nom de la commission des lois (n° 3219) ;  
Discussion et adoption le 22 novembre 1977.

Sénat :

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, n° 131 (1977-1978) ;  
Rapport de M. Taillades, au nom de la commission des lois, n° 167 (1977-1978).  
Discussion et adoption le 20 décembre 1977.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 3429) ;  
Rapport de M. Gerbet, au nom de la commission des lois (n° 3437) ;  
Discussion et adoption le 21 décembre 1977.

Sénat :

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, n° 238 (1977-1978) ;  
Rapport de M. Taillades, au nom de la commission des lois, n° 283 (1977-1978).  
Discussion et adoption le 9 mai 1978.

Assemblée nationale :

Projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en troisième lecture (n° 166) ;  
Rapport de M. Foyer, au nom de la commission des lois (n° 309) ;  
Discussion et adoption le 23 mai 1980.

Sénat :

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en troisième lecture, n° 266 (1979-1980) ;  
Rapport de M. Taillades, au nom de la commission des lois, n° 334 (1979-1980).  
Discussion et adoption le 29 juin 1980.